

Faire le deuil de son université

Marie-Pierre Héroux

Number 46-47, 2021–2022

Pour l'université française à Sudbury

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1102591ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1102591ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut franco-ontarien

ISSN

0708-1715 (print)

1918-7505 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Héroux, M.-P. (2021). Faire le deuil de son université. *Revue du Nouvel-Ontario*, (46-47), 67–72. <https://doi.org/10.7202/1102591ar>

Faire le deuil de son université

MARIE-PIERRE HÉROUX

Université d'Ottawa

Le 12 avril 2021 est une date que je n'oublierai jamais.

À écrire ces lignes, j'ai encore les larmes aux yeux et la rage à l'estomac.

Comment cela peut-il nous arriver, encore? Comment cela peut-il m'arriver à moi, encore?

Laissez-moi vous raconter mon histoire (et me vider le cœur).

À quelques semaines de ma rentrée universitaire, en juillet 2016, j'apprends, par courriel, que les inscriptions au programme de folklore et d'ethnologie auquel j'avais été admise sont suspendues et qu'aucun cours ne sera offert, du moins, pas en personne. À ce moment-là – et encore à ce jour –, je comprenais mal le lien de fédération qui unissait l'Université de Sudbury et l'Université Laurentienne. Qui était responsable de la suspension des admissions? Comment ces décisions étaient-elles prises? À vouloir trouver des explications, les deux camps se renvoyaient la balle. Quoi qu'il en soit, à quelques semaines de la rentrée, je me retrouvais sans programme, et personne ne m'a tendu la main pour tenter de m'orienter.

Trop tard pour m'inscrire dans une autre université, j'ai tout de même décidé de déménager en résidence à Sudbury et de prendre une variété de cours pour trouver un autre programme qui m'intéresserait.

Dès mon arrivée en septembre, j'ai vite compris que l'expérience qu'on m'avait « vendue » n'était aucunement celle que j'allais vivre : déroulement exclusivement en anglais des activités de la Frosh Week (bien qu'elles aient été organisées par une association étudiante bilingue); interdiction de remettre des travaux en français dans un cours offert uniquement en anglais; peur de m'afficher comme francophone après m'être fait dire : « *It's funny how French you are* » et, à moi et mes trois *roommates* francophones : « *I'll kill you guys if you always talk French* »; annulation de nombreux cours en français; vie sociale en anglais; etc.

Après trois semaines et plusieurs sessions de *brailage* au téléphone avec mes parents, je suis arrivée à la conclusion que la meilleure solution était d'abandonner l'université, de retourner à la maison et de réessayer l'année suivante dans une autre université.

J'ai décidé de partager mon expérience dans une publication Facebook, qui est devenue virale. Des professeurs du (feu) département d'histoire ont insisté pour me rencontrer et tenter de me montrer que j'avais d'autres options.

Ces deux professeurs (qui vont se reconnaître) m'ont fait comprendre que l'université, en tant qu'institution, avait besoin de gens comme moi, des gens qui remettent en question le *statu quo*, qui n'ont pas peur de dénoncer.

Ils m'ont fait comprendre que j'avais une place à prendre sur le campus.

J'ai donc décidé de reprendre mes études en janvier 2017, dans un nouveau programme et dans une nouvelle résidence réellement bilingue.

Cette rentrée universitaire m'a fait comprendre que les défis d'étudier en français dans une université bilingue sont nombreux.

Mon passage au département d'histoire et au département d'études françaises a été mémorable. J'ai rencontré des professeurs passionnés et passionnants; des professeurs engagés et engageants; des professeurs qui ont tout fait pour offrir la meilleure expérience universitaire possible à leurs étudiants; des professeurs qui ont su croire en moi et qui ont toujours vu mon potentiel.

Grâce à eux, j'ai été capable de vivre et de m'épanouir dans un milieu stimulant et d'étudier dans des domaines qui me passionnaient.

Je me suis aussi impliquée dans le Regroupement étudiant franco-ontarien (RÉFO), ce qui m'a permis de mettre à profit et de canaliser ma frustration et ma passion pour la question des études postsecondaires en français et de revendiquer la gestion de notre propre réseau universitaire.

Mais ces années ne se sont pas passées sans défi.

Le seul endroit où je me suis réellement sentie à ma place était la résidence Lucien-Matte où j'avais le choix, et la chance, de m'exprimer et de socialiser en français ou en anglais.

Chaque année, je devais faire face à une offre de cours très limitée. Puisque la plupart des cours en français sont offerts aux mêmes plages horaires ou ne sont offerts qu'aux deux ou trois ans, j'ai été obligée de faire beaucoup de sacrifices.

Obtenir des services en français était toujours un défi, et j'ai vite compris que m'adresser à quelqu'un en anglais ou rédiger mes courriels en anglais était beaucoup plus rapide.

Le français a toujours occupé une place moins importante que l'anglais. L'importance de la francophonie et le caractère français de l'Université n'étaient soulignés sur le campus qu'en marge du 25 septembre ou pendant le Mois de la Francophonie.

Mais je ne savais pas encore ce qui m'attendait.

Le 12 avril 2021 est une date que je n'oublierai jamais.

À écrire ces lignes, j'ai encore les larmes aux yeux et la rage à l'estomac.

Je ne sais pas comment vous décrire ce sentiment d'apprendre, par Twitter, que vos deux programmes d'études sont abolis et que tous vos professeurs ont été licenciés.

Ce sentiment de vide, de se retrouver, du jour au lendemain, sans programmes d'études et sans professeurs.

Ce sentiment de deuil en me voyant obligée de repenser tous mes projets. Moi qui avais si hâte d'entamer ma dernière année. Moi qui avais déjà l'intention de rédiger un mémoire de bac et une maîtrise.

Ce sentiment d'échec devant l'abolition de presque tout le fait francophone d'une université, après avoir revendiqué et lutté pour la création de l'Université de l'Ontario français pendant plusieurs années.

Ce sentiment d'être déracinée, d'être obligée de quitter une ville qui m'a donné la chance de me créer, de me découvrir, de devenir une adulte indépendante.

Ce sentiment d'avoir gaspillé son temps. Quatre ans d'études pour finalement obtenir un diplôme d'une autre université.

Ce sentiment de trahison d'avoir fait confiance à une institution qui, encore aujourd'hui, se dit bilingue et dit avoir à cœur la francophonie et la communauté franco-ontarienne.

Ce sentiment de perplexité de voir la mort presque totale de la composante francophone de la Faculté des arts, alors que naît un nouveau carrefour artistique et culturel, la Place des Arts, dans cette même ville.

Ce sentiment d'infériorité de voir que l'argent est plus important que la communauté, la langue et la culture.

Ce sentiment de désespoir de voir les communautés du Nord se vider. La peur de perdre une génération de jeunes Franco-Ontariens aux mains des institutions anglophones ou hors province.

Ce sentiment de honte d'avoir donné une deuxième chance à cette université.

Je pleure, toute seule, dans mon petit appartement d'Ottawa, en écrivant ce texte entre deux classes Zoom. La transition n'a pas été facile, surtout pas en tant qu'étudiante de 4^e année. Devoir tout recommencer si tard dans mes études et perdre tout ce que j'ai connu pendant quatre ans, ma résidence, mes programmes, mes profs, mes amis... a été l'une des épreuves les plus difficiles que j'aie jamais traversées.

Cela me manque de croiser des visages familiers. Le sentiment d'appartenance envers une communauté universitaire me manque aussi. La Laurentienne était loin d'être parfaite, mais au moins j'y avais une place.

Je pleure ma Laurentienne, qui n'existe plus, mon Sudbury qui ne sera plus jamais le même.

Je rêve du jour où faire ses études universitaires en français sera facile et normal, où nos jeunes pourront étudier dans le programme de leur choix, où ma

communauté n'aura plus peur de perdre ses acquis, où je n'aurai plus à expliquer et à réexpliquer l'importance des études postsecondaires en français et de la gestion « par et pour » de nos institutions, où nos jeunes – mes jeunes – pourront étudier en français, de la maternelle au doctorat.

Je sais que ce jour s'en vient.